

[Traduction]

M. Parent: Monsieur le Président, non seulement la question du député est-elle très valable, mais il y a deux ou trois aspects auxquels il a fait allusion que je voudrais aborder.

Tout d'abord, nous entendons constamment les ministériels se reporter à l'état des choses il y a sept ou huit ans. Jusqu'où sont-ils prêts à reculer? Veulent-ils aller jusqu'à la Dépression et dire à quel point les conservateurs étaient impuissants pendant ces années-là? Veulent-ils revenir à l'époque de Sir John A. Macdonald? Vient un moment où un parti politique doit assumer la responsabilité de la situation du pays.

Les conservateurs sont au pouvoir depuis près de sept ans. À mon avis, si après sept ans, une politique économique n'a pas commencé à donner de résultats, qui faut-il en tenir responsable? Faut-il en faire porter la responsabilité à ceux qui gouvernaient il y a 15 ou 20 ans? Je ne cherche pas quelqu'un à qui faire porter tout le blâme, j'espère seulement que vous examinerez ce qui ne va pas et que vous apporterez les corrections voulues.

Les députés ont parlé des jeunes autochtones. L'un de mes collègues parlera d'eux aujourd'hui, plus précisément, de la situation de l'emploi des jeunes autochtones.

Le député a dit que l'on pouvait voir le verre à moitié plein ou à moitié vide. Il préfère, évidemment, présenter une version embellie des choses, dire que tout va bien au pays.

Samedi dernier, j'ai assisté à une collation des grades au collège Niagara, dans ma circonscription. J'ai parlé au président de ce collège. Il y avait 1 600 diplômés. Les cérémonies se sont étalées sur trois jours. Sur ces 1 600 diplômés, 450 avaient un emploi. Le gouvernement veut-il dire que sa politique économique est efficace lorsque seulement un diplômé sur quatre trouve un emploi? Ce sont des jeunes qui possèdent une expérience pratique. Selon moi, peu importe quelle est votre responsabilité, monsieur le Président, vous devez l'assumer. Le gouvernement doit assumer une partie de la responsabilité, pour moi, c'est certain. Là où vous pouvez faire quelque chose, vous devez le faire.

Aujourd'hui, nous voulons aider le gouvernement en lui suggérant des choses qu'il devrait faire. Quant aux jeunes décrocheurs, le ministre, en réponse à une ques-

Les crédits

tion que je lui posais il y a environ deux semaines, disant qu'il préparait un merveilleux programme pour eux.

• (1130)

Je souhaite tout le succès possible et à ce programme, et au ministre. J'ai enseigné dans des écoles secondaires. Je sais que le problème des décrocheurs en Ontario, où j'ai travaillé, est très grave, mais, sauf votre respect, je dirai que ce problème ne sera pas réglé en parlant de ce qui se passait en 1983, en 1974 ou à une autre époque. Les problèmes seront réglés si nous y faisons face ici et maintenant et si nous élaborons des programmes qui aident nos jeunes, ils ne le seront pas si nous nous contentons de nous renvoyer la balle en parlant de ce que s'est fait il y a bien des années de cela.

M. Garth Turner (Halton—Peel): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord déclarer que tous les députés partagent entièrement les préoccupations exprimées par le député en ce qui touche aux jeunes et au chômage chez les jeunes. Il est certain qu'il est démoralisant pour un jeune de se chercher un emploi et de se rendre compte qu'il n'y en a pas. Notre société juge de la valeur des gens selon le travail qu'ils accomplissent et il est donc crucial que tous puissent se trouver un emploi dès le début et vivre une expérience positive.

J'aimerais demander au député comment il entrevoit l'avenir. La situation économique peut être étudiée sous deux angles: à court et à long terme. Je suis surpris que le député s'inquiète surtout des problèmes économiques à court terme, c'est-à-dire de la situation actuelle et des conditions qui prévaudront cet été, au cours des 90 ou 120 prochains jours. Je m'étonne qu'il préconise essentiellement que le gouvernement débloque de l'argent pour permettre aux étudiants de se trouver des emplois convenables.

Je me demande si le député pourrait nous dire ce qu'il pense des solutions structurelles qui visent à corriger la situation à plus long terme. Bon nombre des problèmes que nous connaissons aujourd'hui sont attribuables à l'augmentation des taxes et aux restrictions gouvernementales. Or, ces mesures se sont révélées nécessaires pour régler un problème structurel: l'importance de la dette.

Le député est-il d'avis que nous ne devrions plus chercher à réduire aussi radicalement la dette publique en coupant dans les dépenses gouvernementales à court terme de manière à disposer des liquidités voulues pour résoudre le problème qu'il a soulevé? Ou bien estime-t-